

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France & Communauté . . .	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.300 fr.	90 fr.
Avion :	3.300 fr.	1.70 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.600 fr.	90 fr.
Avion :	3.750 fr.	2.00 fr.
Prix du numéro	(Au comptant, à l'imprimerie : 75 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Communauté 90 fr. Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 f
Minimum	250 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 250 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS

1960

30 décembre — Loi n° 60-39 de finances pour l'exercice 1961 895

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS

LOI N° 60-39 du 30 décembre 1960 de finances pour l'exercice 1961.

La Chambre des Députés a délibéré et adopté ;

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE 1^{er}

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Sont pour l'exercice 1961, réglées conformément aux dispositions de la présente loi de finances, les opérations en recettes et en dépenses du budget général et du budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo, ainsi que celles afférentes aux comptes spéciaux du Trésor créés an-

térieurement à la loi organique n° 60-29 du 5 août 1960 relative aux lois de finances, et dont l'ouverture pour 1961 est, en application de l'article 24 de cette loi, ici prononcée :

- a) Comptes d'affectation spéciale
 - Caisse de réserve en numéraire
 - Amendes et condamnations pécuniaires à répartir
 - Frais de poursuites
 - Soutien d'équipement de la production locale
 - Fonds d'amélioration de la production du café
 - Produits divers provenant de redevances
 - Fonds de soutien de la caisse de compensation des prestations familiales
 - Fonds routier
 - Services techniques (Fonds de renouvellement)
- b) Comptes de commerce
 - Fonds d'approvisionnement des magasins
 - Services techniques (Exploitation)
 - Fonds de roulement pour approvisionnements généraux.

TITRE II

Dispositions relatives aux ressources

ART. 2. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées pendant l'année 1961, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date du dépôt de la présente loi :

- la perception de tous impôts, produits et revenus affectés à l'Etat
- la perception de tous impôts, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales,

aux établissements publics et aux organismes divers dûment habilités.

ART. 3. — Sont passibles des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits détenus par des services ou établissements relevant de l'Etat ou des collectivités locales.

ART. 4. — Le taux de 25% fixé par la délibération n° 53 du 12 novembre 1954 pour l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux dû par les personnes morales, les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée, ainsi que pour la part du bénéfice net correspondant soit aux droits des commanditaires dans les sociétés en commandite simple, soit à ceux des associés dont les noms et adresses n'ont pas été indiqués à l'administration dans les associations en participation, est porté à 30% à compter du 1^{er} janvier 1961.

ART. 5. — Est ramenée à 10% (dix pour cent), à compter du 1^{er} janvier 1961, la quotité du droit fiscal d'entrée à percevoir sur les produits énumérés à l'Etat A 1 annexé à la présente loi.

ART. 6. — Sont exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe de transaction, à l'importation, à compter du 1^{er} janvier 1961, les produits dont la liste est reprise à l'Etat A 2 annexé à la présente loi.

ART. 7. — Le taux des centimes additionnels à la taxe sur les transactions et à la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions à l'importation, institués par délibération n° 1 de l'Assemblée territoriale du Togo en date du 13 avril 1956 au profit de la caisse de compensation des prestations familiales, est porté de 7 à 10% (dix pour cent) à compter du 1^{er} janvier 1961.

Le produit de ces centimes additionnels sera réparti par décret en conseil des ministres, conformément aux dispositions de la loi n° 60-20 du 20 juin 1960 ayant modifié le régime d'établissement du budget de cet organisme.

ART. 8. — Il sera de même procédé par décret pris en conseil des ministres à la répartition du produit de la taxe sur les marchandises importées, instituée au profit de la Chambre de commerce du Togo, par arrêté n° 108 du 20 juin 1922 et reprise par décret n° 58-78 du 23 octobre 1958 portant réorganisation de la Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

Ce produit pourra, en totalité ou en partie, soit bénéficier effectivement au budget de la Chambre de commerce, soit être pris en recettes par le budget général du Togo au titre des produits divers et accidentels.

ART. 9. — Il sera perçu, à compter du 1^{er} janvier 1961, au profit du budget général, sur les véhicules immatriculés à l'étranger qui transitent à travers le Togo, une taxe dite « Taxe de circulation » dont le tarif est fixé comme suit :

- véhicules de charge utile égale ou supérieure à 1.500 kilogrammes : 1.000 F. (mille francs)
- autres véhicules ; néant.

La perception de la taxe de circulation sera effectuée par le service des douanes comme en matière de droits et taxes perçus par ce service.

ART. 10. — Il sera perçu, à compter du 1^{er} janvier 1961, au profit du budget général sur les produits importés ou exports dont la liste est donnée à l'Etat A 3 annexé à la présente loi, une taxe dite phytosanitaire de 125 francs par tonne.

La perception de cette taxe sera effectuée par le service des douanes comme en matière des droits et taxes perçus par ce service.

ART. 11. — Sous réserve des dispositions de l'article 12 de la présente loi, les affectations résultant du budget annexe des chemins de fer et du wharf et des comptes spéciaux du Trésor mentionnés à l'article 1 de la présente loi sont confirmées pour l'année 1961.

ART. 12. — Sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1961, les ressources antérieurement affectées au fonds routier institué par la loi n° 56-11 du 28 décembre 1956.

Il sera perçu, à compter du 1^{er} janvier 1961, au profit de ce fonds, sur l'essence et le gas-oil, cumulativement et conjointement avec le droit fiscal d'entrée perçu sur ces produits, une taxe dont le tarif est fixé comme suit, par litre de carburant vendu :

- essence : 2,00 francs
- gas-oil : 1,00 franc.

La perception de la taxe d'équipement routier sera effectuée par le service des douanes, comme en matière de droits et taxes perçus par ce service.

ART. 13. — Les ressources affectées au budget général de 1961 sont évaluées à la somme de 3.037.268.000 francs, conformément au développement qui en est donné par l'Etat A annexé à la présente loi.

ART. 14. — Les ressources affectées au budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo sont évaluées à la somme de 508.856.000 francs, conformément au développement qui en est donné par l'Etat C annexé à la présente loi.

ART. 15. — Conformément au développement qui en est donné à l'Etat E annexé à la présente loi, les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale sont évaluées à la somme de 163.866.291 francs.

TITRE III

Dispositions relatives aux charges

ART. 16. — Les plafonds de crédits applicables au budget général de 1961 s'élèvent à la somme totale de 3.327.335.000 francs. Ces plafonds de crédits s'appliquent pour :

- 3.259.764.000 frs aux dépenses ordinaires des services civils
- 67.571.000 francs aux dépenses ordinaires des services militaires.

ART. 17. — Les plafonds de crédits applicables au budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo de 1961 s'élèvent à la somme totale de 508.856.000. Ces plafonds de crédits s'appliquent pour :

- 389.467.000 francs aux dépenses ordinaires du service du réseau ferré
- 119.389.000 francs aux dépenses ordinaires du service du wharf et du phare.

ART. 18. — Le plafond des crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale de 1961 s'élève à la somme de 151.340.970 francs.

ART. 19. — La charge maximale résultant de la gestion des comptes de commerce est fixée pour 1961 à la somme de 153.858.750 francs, résultant des découverts maxima ci-après autorisés, en application de l'article 25, deuxième alinéa, de la loi organique n° 60-29 relative aux lois de finances :

- Fonds d'approvisionnement des magasins : francs 150.000.000
- Services techniques (Exploitation) : 3.858.750 francs
- Fonds de roulement pour approvisionnements généraux : néant.

ART. 20. — Il est interdit aux autorités administratives régulièrement habilitées à engager les dépenses publiques, de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles précédents qui ne résulteraient pas de l'application des lois existantes ou des dispositions de la présente loi.

Le Ministre des finances, ordonnateur unique et contrôleur financier du budget général, est responsable des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

TITRE IV

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

ART. 21. — Le résultat des opérations du budget général de l'Etat pour l'exercice 1961 est évalué comme suit :

- recettes ordinaires : 3.037.268.000 francs
- dépenses : 3.327.335.000 francs
- excédent des dépenses : 290.067.000 francs

ART. 22. — Le résultat des opérations du budget annexe des chemins de fer et du wharf est évalué ainsi qu'il suit :

- recettes ordinaires : 508.856.000 francs
- dépenses : 508.856.000 francs.

ART. 23. — Le résultat des comptes d'affectation spéciale de l'Etat pour l'exercice 1961 est évalué ainsi qu'il suit :

- excédent : 12.525.321 francs
- charges : 151.340.970 francs
- ressources : 12.525.321 francs

ART. 24. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues aux articles 19 et 23 précédents, soit un montant de 141.333.429 francs, seront couvertes par des ressources de trésorerie.

ART. 25. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues aux articles 21 et 22 précédents, soit un montant évalué à 290.067.000 francs, seront couvertes par des ressources de trésorerie ou d'emprunts auxquelles le gouvernement est autorisé à faire appel en 1961, en particulier par des émissions ou par des conventions à passer avec la banque d'émission, dans des conditions à fixer par décret pris en conseil des ministres.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE 1^{er}

Budget général

ART. 26. — Il est ouvert à la Chambre des députés et aux ministres, pour l'exercice 1961, au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement, des crédits s'appliquant à concurrence respectivement de :

- 155.221.000 francs au Titre 1^{er} « Dette publique et viagère »
- 75.845.000 francs au Titre II, « Dotation des pouvoirs publics » (Chambre des députés)
- 2.504.587.000 francs au Titre III, « Ministères et services »
- 591.682.000 francs au Titre IV, « Interventions de l'Etat »

conformément à la répartition par titres, chapitres et articles qui en est donnée à l'Etat B annexé à la présente loi.

TITRE II

Budgets annexes

ART. 27. — Le montant des crédits ouverts pour l'exercice 1961 au titre du budget annexe des chemins de fer et du wharf est fixé à la somme de 508.856.000 francs conformément à la répartition par divisions, chapitres et articles qui en est donnée à l'Etat D annexé à la présente loi.

TITRE III

Comptes d'affectation spéciale

ART. 28. — Le plafond des crédits ouverts aux ministres pour l'année 1961 au titre des comptes d'affectation spéciale est fixé à la somme de 151.340.970 francs, conformément à la répartition par compte qui en est donnée par l'Etat E annexé à la présente loi.

TITRE IV

Autorisations de programmes

ART. 29. — Il est ouvert aux ministres, en 1961, pour les dépenses en capital des services civils et au titre des autorisations de programmes résultant des conventions du fonds d'aide et de coopération numéros 14-C-59-P et 11-C-60/P, en dates respectives des 25 mars 1960 et 21 juillet 1960, des crédits de paiement s'élevant aux sommes totales de :

- 46.299.370 francs, au titre de la convention 14-C-59-P
- 28.500.000 francs, au titre de la convention 11-C-60-P

conformément aux échéanciers donnés par les Etats F et G annexés à la présente loi.

ART. 30. — Il est ouvert aux ministres en 1961, pour les dépenses en capital des services civils et au titre des autorisations du programme du Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) 1953-57 prorogé :

- des autorisations d'engagement, pour un plafond total de 47.234.078 francs
- des crédits de paiement, pour un plafond total de 70.421.468 francs

conformément à la répartition par chapitre fixée par l'Etat H annexé à la présente loi.

TITRE V

Dispositions diverses

ART. 31. — La liste non limitative des renseignements à fournir à la Chambre des députés par les différents ministères et services est fixée conformément à l'Etat I annexé à la présente loi.

ART. 32. — La clôture du budget général du Togo, exercice 1961, est fixée conformément à la loi organique n° 60-29, au 31 mars — celle du budget annexe des chemins de fer et du wharf au 28 février.

ART. 33. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 30 décembre 1960.

S. E. OLYMPIO.

ETATS ANNEXES

Etat A

Budget général

Recettes affectées au Budget Général (Exercice 1961)

Paragraphe 1

IMPOTS

1) Produits des contributions directes

1 — Impôts sur le revenu	198.500.000
2 — Patentes et licences	7.200.000
3 — Majoration 10% pour paiements tardifs des impôts	500.000
4 — Recettes des exercices antérieurs	5.000.000
	<u>211.200.000</u>

2) Produits des contributions indirectes

5 — Droits à l'importation	993.000.000
6 — Droits à l'exportation	237.000.000
7 — Taxes sur les transactions	997.000.000
8 — Centimes additionnels aux taxes sur les transactions	70.000.000
9 — Taxes de recherches et conditionnement	43.000.000
10 — Taxes au profit de la Chambre de commerce	10.000.000
11 — Droits et taxes accessoires	24.800.000
12 — Recettes des exercices antérieurs	p.m.
	<u>2.374.800.000</u>

3) Droits d'enregistrement

13 — Droits d'enregistrement	28.800.000
14 — Droits de timbres	10.000.000
15 — Recettes du service topographique	900.000
16 — Recettes des exercices antérieurs	p.m.
	<u>39.700.000</u>

RÉCAPITULATION DU PARAGRAPHE I

Produits des contributions directes	211.200.000
Produits des contributions indirectes	2.374.800.000
Droits d'enregistrement	39.700.000
Total du paragraphe 1	<u>2.265.700.000</u>

Paragraphe 2

Produits des exploitations industrielles et services

17 — Recettes des postes, télégraphes, téléphones	174.000.000
18 — Recettes de la Radio	3.000.000
19 — Recettes des services des travaux publics et garage	3.500.000
20 — Recettes des services de l'agriculture et de l'élevage	8.770.000
21 — Etablissements hospitaliers	32.500.000
22 — Recettes des divers services	8.330.000
23 — Recettes des exercices antérieurs	p.m.
Total du paragraphe 2	<u>230.100.000</u>

Paragraphe 3

Revenus du domaine

24 — Domaines public et privé	2.050.000
25 — Domaine forestier	12.350.000
26 — Domaine minier	9.270.000
27 — Produits du domaine mobilier et immobilier	12.800.000
28 — Recettes des exercices antérieurs	p.m.
Total du paragraphe 3	<u>36.470.000</u>

Paragraphe 4

Produits divers

29 — Taxes diverses et taxes pour services rendus	12.600.000
30 — Produits divers et accidentels	13.000.000
31 — Amendes et frais de justice	3.500.000
32 — Contributions et subventions	43.859.000
33 — Recettes des exercices antérieurs	3.700.000
Total du paragraphe 4	<u>76.659.000</u>

Paragraphe 5

34 — Remboursement prêts et avances	8.525.000
35 — Remboursement prêts et avances exercices antérieurs	3.255.000
Total du paragraphe 5	<u>11.780.000</u>

Paragraphe 6

36 — Placement des fonds du Trésor	7.000.000
--	-----------

Paragraphe 7

37 — Régularisation des avances consenties aux régisseurs	p.m.
38 — Autres recettes d'ordre	p.m.

Paragraphe 8

Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement

39 — Contribution de la France aux dépenses de personnel des cadres généraux (complément spécial, allocations familiales, indemnités éloignement)	49.559.000
Total du paragraphe 8	<u>49.559.000</u>

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

Paragraphe 1

Impôts	2.625.700.000
------------------	---------------

Paragraphe 2

Produits des exploitations industrielles et services	230.100.000
--	-------------

Paragraphe 3

Revenus du Domaine	36.470.000
------------------------------	------------

Paragraphe 4

Produits divers	76.659.000
---------------------------	------------

Paragraphe 5

Remboursement prêts et avances	11.780.000
--	------------

Paragraphe 6

Placement des fonds du Trésor	7.000.000
---	-----------

Paragraphe 7

Recettes d'ordre	p.m.
----------------------------	------

Paragraphe 8

Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement	49.559.000
Total général des recettes	<u>3.037.268.000</u>

ÉTAT A 1

Liste des produits pour lesquels le droit fiscal d'entrée est baissé à 10% à compter du 1^{er} janvier 1961

Numéro de nomenclature tarifaire	DÉSIGNATION des ARTICLES	Droit fiscal d'entrée	
		Ancien	Nouveau
16-02-B	Autres préparations et conserves de viandes ou d'abats. — autres	20%	10%
	Préparations de conserves de poissons, y compris le caviar et ses succédanés. — autres		
16-04-B h	— sardines	16%	10%
16-04-B z	— autres	16%	10%
	Légumes et plantes potagères préparés ou conservés sans vinaigre ou acide acétique présents. — en récipients hermétiquement fermés en boîtes, verres, bocaux, tubes et similaires.		
20-02-A 1	— tomates et purée de tomates	16%	10%
34-06	Bougies, chandelles, cierges, rats de cave, veilleuses et articles similaires.	20%	10%
	Fils de coton, non conditionnés pour la vente au détail. — contenant au moins 85% en poids de coton		
55-05-A 1	— fils retors ou cablés (autres que de fantaisie) pour la pêche.	20%	10%
	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail. — fils retors ou cablés (autres que de fantaisie) pour la pêche présentés en écheveaux de plus de 90 grammes.	20%	10%

ÉTAT A 2

Liste des produits exonérés de la taxe forfaitaire
représentative de la taxe sur les transactions
à compter du 1^{er} janvier 1961.

Noménclature tarifaire	DÉSIGNATION DES ARTICLES
16-02-B	Autres préparations et conserves de viandes ou d'abats. — autres Préparations et conserves de poissons, y compris le caviar et ses succédanés. — autres — sardines — autres
16-04-B b	Légumes et plantes potagères préparés ou con- servés sans vinaigre ou acide acétique présents. — en récipients hermétiquement fermés en boîtes, verres, bocaux, tubes et similaires. — tomates et purée de tomates.
20-02-A 1	Bougies, chandelles, cierges, rats de cave, veil- leuses et articles similaires.
34-06	Fils de coton, non conditionnés pour la vente au détail — contenant au moins 85% en poids de co- ton
55-05-A 1	— fils retors ou cablés (autres que de fan- tasia) pour la pêche. Fils de coton conditionnés pour la vente au au détail
55-06-Z 1	— fils retors ou cablés (autres que fantasia) pour la pêche présentés en écheveaux de plus de 90 grammes.
55-06-Z 2	Fils à tisser. Filets fabriqués à l'aide des matières reprises au n° 59-04, en nappes, en pièces ou en forme filets en forme pour la pêche, en fils, ficelles, cordes ou cordages.
59-05 A	— filets en forme pour la pêche
Ex 78-02	Barres en plomb.

ÉTAT A 3

Liste des produits soumis à la taxe phyto-sanitaire

EXPORTATIONS

Arachides décortiquées	Café
Coprah	Piments
Palmistes	Maïs en grain
Graine de ricin	Coton égrené
Graine de coton	Kapok égrené
Amande de karité	Fécule de manioc
Graine de kapok	Tapioca
Cacao en fève	Farine de manioc
Haricot sec	

IMPORTATIONS

Pomme de terre
Légume non compris pomme de terre
Haricot sec

Fruits frais	Riz
Thé	Farine de froment
Autres : farine, fécule et amidon	
Tabac brut et fabriqué	Tissu de jute (sacs)

ÉTAT B

Budget général — Dépenses de fonctionnement
Titres — Sections — Chapitres et Articles applicables
à l'exercice 1961

TITRE I

DETTE PUBLIQUE ET VIAGÈRE

Chapitre 1^{er}

Service des emprunts et dettes contractuelles

Art. 1 — Amortissement et intérêts des emprunts	9.506.000
» 2 — Amortissement des fournitures sur prestations	970.000
» 3 — Remise à la BAO. sur service des titres	135.000
» 4 — Intérêts et amortissement avan- ces CCCE	85.700.000
» 5 — Intérêts emprunt caisse cacao pr. H1. « LE BENIN »	37.313.000
» 6 — Provisions pour réalisations éventuelles des avais	7.167.000
» 7 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 1 ^{er}	<u>140.791.000</u>

Chapitre 2

Pensions et allocations viagères

Art. 1 — Allocations de retraites aux agents non affiliés à la caisse locale de retraites	4.000.000
» 2 — Pensions anciens gardes cercles	8.100.000
» 3 — Alloc. temp. à chefs de fa- mille et anciens agents de l'administration	430.000
» 4 — Accidents du travail	100.000
» 5 — Alloc. viag. aux anciens agents permanents de l'administ.	1.800.000
» 6 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 2	<u>14.430.000</u>

RÉCAPITULATION DU TITRE PREMIER

Chapitre 1

Service des emprunts et dettes con- tractuelles	140.791.000
--	-------------

Chapitre 2

Pensions et allocations viagères	14.430.000
Total du titre 1	<u>155.221.000</u>

TITRE II

POUVOIRS PUBLICS
(Chambre des députés)Chapitre 3
Chambre des députés
(Personnel)

Art. 1 — Indemnités aux députés . . .	47.430.000
2 — Dépenses diverses de personnel . . .	8.000.000
3 — Prévisions pour avancements et intégrations	255.000
4 — Indemnités de missions	1.000.000
Total du chapitre 3	<u>56.685.000</u>

Chapitre 4
Chambre des députés
(Matériel)

Art. 1 — Hôtel du président (aménagement, entretien, réceptions)	2.000.000
2 — Dépenses communes	3.500.000
3 — Moyens de transport — rem- boursement de frais divers — déplacements — missions	8.660.000
4 — Impression J.O. débats	500.000
5 — Abonnements, biblioth. fourni- tures de bureau	500.000
6 — Dépenses diverses et imprévues	1.000.000
7 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 4	<u>16.160.000</u>

Chapitre 5
Chambre des députés
(Travaux)

Art. 1 — Construction d'un garage et aménagement des nouvelles salles de commissions (1 ^{er} étage)	3.000.000
2 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 5	<u>3.000.000</u>

RÉCAPITULATION DU TITRE II

Chapitre 3	
Chambre des députés (Personnel) . . .	56.685.000
Chapitre 4	
Chambre des députés (Matériel) . . .	16.160.000
Chapitre 5	
Chambre des députés (dépenses diver- sées)	3.000.000
Total du titre 2	<u>75.845.000</u>

TITRE III

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES
MINISTÈRES ET SERVICES

SECTION PREMIERE

Premier Ministère

Chapitre 6

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités mi- nistérielles et hôtel du Ministre	3.450.000
2 — Cabinet	15.815.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	5.425.000
4 — Inspection mobile	1.710.000
5 — Direction de l'assistance tech- nique et du plan	2.312.000
6 — Service africanisation	619.000
7 — Tribunal administratif	120.000
Total du chapitre 6	<u>29.451.000</u>

Chapitre 7

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Premier Ministre	4.500.000
2 — Cabinet	4.500.000
3 — Inspection mobile	170.000
4 — Direction de l'assistance tech- nique et du plan	500.000
5 — Africanisation des cadres	240.000
6 — Tribunal administratif	280.000
7 — Fonds spéciaux	8.000.000
Total du chapitre 7	<u>18.190.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION PREMIERE

Chapitre 6 — Dépenses de personnel . .	29.451.000
Chapitre 7 — Dépenses de matériel . .	18.190.000
Total de la section 1 ^{re}	<u>47.641.000</u>

SECTION II

DÉFENSE NATIONALE

Chapitre 8

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Ministre	p.m.
2 — Cabinet	1.848.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	4.000.000
4 — Gendarmerie nationale togolaise . .	54.543.000
Total du chapitre 8	<u>60.391.000</u>

Chapitre 9

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre . .	p.m.
2 — Cabinet	p.m.
3 — Gendarmerie nationale togolaise . .	7.180.000
Total du chapitre 9	<u>7.180.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION II

Chapitre 8 — Dépenses de personnel .	60.391.000
Chapitre 9 — Dépenses de matériel .	7.180.000
Total de la section II .	<u>67.571.000</u>

SECTION III

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Chapitre 10

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	2.300.000
2 — Cabinet	6.275.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	2.000.000
4 — Représentation diplomatique à l'étranger	31.040.000
Total du chapitre 10 . . .	<u>41.615.000</u>

Chapitre 11

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre .	120.000
2 — Cabinet	2.280.000
3 — Réceptions	600.000
4 — Représentation diplomatique à l'étranger	31.000.000
Total du chapitre 11 . . .	<u>34.000.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION III

Chapitre 10 — Dépenses de personnel .	41.615.000
Chapitre 11 — Dépenses de matériel . .	34.000.000
Total de la section III.	<u>75.615.000</u>

SECTION IV

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Chapitre 12

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	3.990.000
2 — Cabinet	4.284.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	6.250.000
4 — Direction de l'intérieur	7.373.000
5 — Circonscriptions	64.516.000
6 — Chefferies	18.150.000
7 — Service de la Sûreté	82.701.000
8 — Garde Togolaise	166.339.000
9 — Radiodiffusion	25.803.000
10 — Service information	5.960.000
11 — Imprimerie officielle	2.500.000
12 — Exercice clos	p.m.
Total du chapitre 12 . . .	<u>387.866.000</u>

Chapitre 13

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre.	120.000
2 — Cabinet	400.000
3 — Direction de l'intérieur	2.500.000
4 — Inspections et circonscriptions .	8.000.000
5 — Service de sécurité et de police .	7.520.000
6 — Garde Togolaise	12.220.000
7 — Etablissements pénitentiaires (matériel)	5.000.000
8 — Radiodiffusion et télédiffusion .	25.197.000
9 — Service de l'information	6.687.000
10 — Service imprimerie officielle . .	13.000.000
11 — Dépenses d'exercice clos	p.m.
Total du chapitre 13 . . .	<u>80.644.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION IV

Chapitre 12 — Dépenses de personnel.	387.866.000
Chapitre 13 — Dépenses de matériel . .	80.644.000
Total de la section IV.	<u>468.510.000</u>

SECTION V

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Chapitre 14

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	3.990.000
2 — Cabinet	4.826.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	1.558.000
4 — Conseiller et contrôle financier .	6.643.000
5 — Service matériel-transit	6.650.000
6 — Garage central	10.750.000
7 — Service des finances	31.269.000
8 — Agences spéciales et centre national hospitalier	17.151.000
9 — Service des douanes	79.026.000
10 — Contributions directes	13.320.000
11 — Domaines et enregistrement . . .	5.785.000
12 — Service topographique	5.223.000
13 — Trésor togolais	30.830.000
14 — Service des affaires économiques.	7.104.000
15 — Contrôle du plan	8.256.000
16 — Service de la statistique	8.675.000
17 — Central mécanographique	3.480.000
18 — Institut de recherches du Togo.	2.666.000
Total du chapitre 14 . . .	<u>247.202.000</u>

Chapitre 15

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre .	120.000
2 — Cabinet	800.000
3 — Contrôle financier	480.000
4 — Service du matériel	580.000
5 — Garage administratif	1.980.000
6 — Service des finances	2.545.000
7 — Agences spéciales	1.500.000
8 — Service des douanes	4.500.000

9 — Service des contributions directes	1.620.000
10 — Service de l'enregistrement, des domaines et du timbre	395.000
11 — Service topographique	750.000
12 — Frais de justice	2.000.000
13 — Trésor togolais	2.170.000
14 — Service des affaires économiques	200.000
15 — Service du plan	710.000
16 — Service de la statistique	2.420.000
17 — Central mécanographique	5.825.000
18 — Institut de recherches du Togo	700.000
19 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 15	29.295.000

RÉCAPITULATION DE LA SECTION V

Chapitre 14 — Dépenses de personnel	247.202.000
Chapitre 15 — Dépenses de matériel	29.295.000
Total de la section V	276.497.000

SECTION VI

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Chapitre 16

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités mi- nistérielles et hôtel	p.m.
2 — Cabinet	1.433.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	280.000
4 — Tribunal supérieur d'appel	9.931.000
5 — Juridictions de 1 ^{re} instance	29.408.000
Total du chapitre 16	41.052.000

Chapitre 17

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre	p.m.
2 — Cabinet	400.000
3 — Tribunal supérieur d'appel	1.200.000
4 — Juridictions de 1 ^{re} instance	1.400.000
5 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 17	3.000.000

RÉCAPITULATION DE LA SECTION VI

Chapitre 16 — Dépenses de personnel	41.052.000
Chapitre 17 — Dépenses de matériel	3.000.000
Total de la section VI	44.052.000

SECTION VII

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, MINES,
TRANSPORTS, DES POSTES ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Chapitre 18

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités mi- nistérielles et hôtel	2.300.000
2 — Cabinet	4.345.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	3.910.000
4 — Mines et géologie	4.876.000

5 — Service météorologique	31.422.000
6 — Service des travaux publics	118.680.000
7 — Service des postes et télécom- munications	115.238.000
8 — Navigation aérienne	13.307.000
Total du chapitre 18	294.078.000

Chapitre 19

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel ministériel	120.000
2 — Cabinet	450.000
3 — Service des mines	650.000
4 — Service météorologique	1.895.000
5 — Service des travaux publics	4.400.000
6 — Service des postes et télécom- munications	36.400.000
7 — Navigation aérienne	660.000
8 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 19	44.575.000

RÉCAPITULATION DE LA SECTION VII

Chapitre 18 — Dépenses de personnel	294.078.000
Chapitre 19 — Dépenses de matériel	44.575.000
Total de la section VII	338.653.000

SECTION VIII

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DES
EAUX ET FORÊTS

Chapitre 20

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités mi- nistérielles et hôtel	2.300.000
2 — Cabinet	2.833.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	5.473.000
4 — Service de l'agriculture	50.186.000
5 — Service de l'élevage	22.014.000
6 — Service des eaux et forêts	25.926.000
7 — Service du conditionnement	13.372.000
Total du chapitre 20	122.104.000

Chapitre 21

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel du Ministre	120.000
2 — Cabinet	700.000
3 — Service de l'agriculture	10.870.000
4 — Service de l'élevage	3.275.000
5 — Service des eaux et forêts	8.200.000
6 — Service du conditionnement	7.748.000
7 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 21	30.913.000

RÉCAPITULATION DE LA SECTION VIII

Chapitre 20 — Dépenses de personnel	122.104.000
Chapitre 21 — Dépenses de matériel	30.913.000
Total de la section VIII	153.017.000

SECTION IX
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Chapitre 22

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	2.300.000
2 — Cabinet	4.194.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	3.050.000
4 — Direction de la santé publique	5.720.000
5 — Pharmacie d'approvisionnement	8.112.000
6 — Assistance médicale	169.658.000
7 — Service d'hygiène	10.318.000
8 — Service de la lutte anti-palustre	21.215.000
9 — Service d'hygiène mobile et de prophylaxie	7.152.000
Total du chapitre 22	<u>231.719.000</u>

Chapitre 23

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel ministériel . . .	120.000
2 — Cabinet	400.000
3 — Direction de santé publique	86.995.000
4 — Pharmacie d'approvisionnement	810.000
5 — Assistance médicale	16.490.000
6 — Service d'hygiène	1.534.000
7 — Service de la lutte anti-palustre	2.000.000
8 — Service d'hygiène mobile et de prophylaxie	400.000
9 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 23.	<u>108.749.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION IX

Chapitre 22 — Dépenses de personnel . . .	231.719.000
Chapitre 23 — Dépenses de matériel . . .	108.749.000
Total de la section IX	<u>340.468.000</u>

SECTION X

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Chapitre 24

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	2.300.000
2 — Cabinet	3.706.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	605.000
4 — Personnel commun aux 4 Ministères	351.000
5 — Service de la fonction publique	6.322.000
6 — Service de l'inspection du travail	2.947.000
7 — Service de main-d'œuvre	1.750.000
8 — Service des affaires sociales	5.530.000
9 — Ecole Togolaise d'administration	7.238.000
10 — Bibliothèque nationale	1.636.000
Total du chapitre 24.	<u>32.385.000</u>

Chapitre 25

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel ministériel . . .	120.000
2 — Cabinet	410.000
3 — Hôtel des 4 Ministères	50.000
4 — Service de la fonction publique	505.000
5 — Service de l'inspection du travail	250.000
6 — Service de la main-d'œuvre	360.000
7 — Service des affaires sociales	31.190.000
8 — Ecole Togolaise d'administration	750.000
9 — Bibliothèque nationale	550.000
10 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 25	<u>34.185.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION X

Chapitre 24 — Dépenses de personnel . . .	32.385.000
Chapitre 25 — Dépenses de matériel . . .	34.185.000
Total de la section X	<u>66.570.000</u>

SECTION XI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Chapitre 26

Dépenses de personnel

ARTICLE PREMIER. — Indemnités ministérielles et hôtel . . .	2.300.000
2 — Cabinet	3.287.000
3 — Indemnités de déplacement et missions	1.170.000
4 — Direction de l'enseignement	10.544.000
5 — Enseignement secondaire	46.864.000
6 — Cours complémentaire	16.012.000
7 — Enseignement primaire	287.143.000
8 — Enseignement technique	9.247.000
9 — Education physique et sports	2.046.000
Total du chapitre 26	<u>378.613.000</u>

Chapitre 27

Dépenses de matériel

ARTICLE PREMIER. — Hôtel ministériel . . .	120.000
2 — Cabinet	400.000
3 — Direction de l'enseignement	800.000
4 — Lycée Bonnacarrère	1.500.000
5 — Collège de Sokodé	725.000
6 — Ecole Normale d'Atakpamé	950.000
7 — Enseignement primaire	11.000.000
8 — Enseignement technique (Sokodé)	3.200.000
9 — Education physique et sports	1.200.000
10 — Cours complémentaires Vogan, Lama-Kara, Palimé, Bas-sari et Dapango	3.000.000
11 — Inspection médicale des écoles	300.000
12 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 27	<u>23.195.000</u>

RÉCAPITULATION DE LA SECTION XI

Chapitre 26 — Dépenses de personnel . . .	378.613.000
Chapitre 27 — Dépenses de matériel . . .	23.195.000
Total de la section XI	<u>401.808.000</u>

SECTION XII

DÉPENSES DIVERSES DE PERSONNEL ET DE MATÉRIEL

Chapitre 28

Dépenses communes de personnel

ARTICLE PREMIER — Frais de transport et remboursements divers à l'occasion de relèves et déplacements définitifs 38.000.000

2 — Frais de transport à l'occasion de missions au Togo ou à l'étranger (à l'exception des stagiaires et boursiers) 8.000.000

3 — Congés de longue durée p.m.

4 — Frais d'hospitalisation au Togo et hors Togo 11.000.000

5 — Réaménagement de la fonction publique p.m.

6 — Dépenses d'exercices clos p.m.

Total du chapitre 28 57.000.000

Chapitre 29

Dépenses communes de matériel

ARTICLE PREMIER — Fourniture de la Régie des eaux de Lomé aux services dépendant du budget général 2.915.000

2 — Enlèvement des ordures, entretien des puisards 1.600.000

3 — Eclairage bâtiments administratifs 10.550.000

4 — Frais de correspondance, télégraphie, téléphone 49.570.000

5 — Achats d'imprimés communs à plusieurs services 1.400.000

6 — Achat mobilier 2.700.000

7 — Renouvellement du mobilier des hôtels minist. 300.000

8 — Dépenses de matériel pour experts en mission au Togo 6.500.000

9 — Achat de véhicules 31.050.000

10 — Entretien des véhicules 36.900.000

11 — Location d'immeubles 3.500.000

12 — Dépenses d'exercices clos p.m.

Total du chapitre 29 146.985.000

Chapitre 30

Dépenses diverses

ARTICLE PREMIER — Pertes de fonds et de matériel p.m.

2 — Honoraires d'avocats et experts 400.000

3 — Remboursement de droits indûment perçus 2.000.000

4 — Remise de pénalités 50.000

5 — Opérations de recherches de sauvetage p.m.

6 — Dépenses imprévues 10.000.000

7 — Avances pour achats de véhicules aux députés et fonctionnaires 1.500.000

8 — Augmentation de capital Crédit Togo (3^e quart) 6.250.000

9 — Dépenses d'exercices clos p.m.

Total du chapitre 30 20.200.000

RÉCAPITULATION DE LA SECTION XII

Chapitre 28 — Dépenses communes de personnel 57.000.000

» 29 — Dépenses communes de matériel 146.985.000

» 30 — Dépenses diverses 20.200.000

Total de la section XII 224.185.000

Total du titre III — : 2.504.587.000 F

TITRE IV :

INTERVENTION DE L'ÉTAT

Chapitre 31

Entretien des bâtiments et grosses réparations

Article 1 — Entretien des bâtiments 23.100.000 F

Article 2 — Grosses réparations 34.200.000 F

Total du chapitre 31 57.300.000 F

Chapitre 32

Entretien routes, ponts, aérodromes

Article 1 — Entretien des routes 85.550.000 F

Article 2 — Entretien des ponts 13.000.000 F

Article 3 — Entretien des aérodromes 900.000 F

Total du chapitre 32 99.450.000 F

Chapitre 33

Contributions diverses

Article 1 — Frais de relève des militaires hors-cadres 720.000 F

Article 2 — Versement patronal à la caisse de compensation des prestations familiales 16.600.000 F

Article 3 — Contribution aux budgets d'organismes togolais 124.000.000 F

Article 4 — Contribution au fonctionnement d'organismes étrangers ou internationaux 31.127.000 F

Total du chapitre 33 172.447.000 F

Chapitre 34

Reversements

ARTICLE PREMIER — Chambre de commerce du Togo 8.000.000

2 — Part revenant aux communes sur le produit des taxes sur les bicyclettes, armes et permis de chasse 1.367.000

3 — Part revenant aux communes sur le produit de la vignette 30% 3.000.000

4 — Ristournes aux circonscriptions (patentes et licences (25%) 1.800) (taxe d'abattage (50%) 1.000) } 2.800.000

5 — Fonds routier du Togo 23.000.000

6 — Dépenses d'exercices clos p.m.

Total du chapitre 34 38.167.000

Chapitre 35

Subventions

ARTICLE PREMIER — Subvention au budget annexe du C.F.T. et du wharf	19.868.000
2 — Subvention au budget d'équipement	4.550.000
3 — Subvention à l'enseignement libre	97.400.000
4 — Sociétés sportives, artistiques et musicales	1.000.000
5 — Autres organismes et œuvres	1.000.000
6 — Dépenses d'exercices clos	p.m.
Total du chapitre 35	<u>123.818.000</u>

Chapitre 36

Bourses et stages

ARTICLE PREMIER — Bourses dans les établissements togolais	35.700.000
2 — Bourses en France	47.870.000
3 — Bourses en Afrique	2.200.000
4 — Frais de transport des boursiers	700.000
5 — Stages de perfectionnement à l'étranger	4.230.000
Total du chapitre 36	<u>90.700.000</u>

Chapitre 37

Secours

ARTICLE PREMIER — Allocations aux enfants, indigents, infirmes, vieillards	800.000
2 — Secours scolaires, aides scolaires ou prêts d'honneur	2.000.000
3 — Secours individuels temporaires	1.000.000
4 — Secours exceptionnels	800.000
5 — Secours d'urgence aux victimes des calamités publiques	1.200.000
6 — Secours pour reconstitution du cheptel en cas d'épizooties	4.000.000
Total du chapitre 37	<u>9.800.000</u>

Chapitre 38

Dépenses d'ordre

ARTICLE PREMIER — Apurement des exercices antérieurs	p.m.
2 — Approvisionnement des comptes sur fonds réservés	p.m.
3 — Dépenses d'ordre diverses	p.m.
Total du chapitre 38	p.m.
Total du titre IV :	<u>591.682.000 F</u>

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Titre I — Dette publique	155.221.000
Titre II — Pouvoirs publics (Chambre des Députés)	75.845.000
Titre III — Fonctionnement des Ministères et services	2.504.587.000
Titre IV — Interventions de l'Etat	594.682.000
Total des dépenses	<u>3.327.335.000</u>

ETAT C

Budget annexe des chemins de fer et du wharf

RECETTES

TITRE PREMIER

RÉSEAU FERRÉ

Chapitre I

Transports du commerce

Article 1 — Voyageurs, bagages, tickets de quai	207.000.000
Article 2 — Marchandises G.V.	8.200.000
Article 3 — Marchandises P.V., Magasinage, voies urbaines	59.900.000
Total du chapitre I	<u>275.100.000</u>

Chapitre 2

Transports administratifs

Article 1 — Voyageurs, bagages	7.100.000
Article 2 — Marchandises G.V., transports postaux	1.400.000
Article 3 — Marchandises P.V., voies urbaines, transports pour le wharf	9.000.000
Total du chapitre 2	<u>17.500.000</u>

Chapitre 3

Recettes hors trafic

Article 1 — Recettes provenant de cessions	15.500.000
Article 2 — Recettes diverses	14.800.000
Total du chapitre 3	<u>30.300.000</u>

Chapitre 4

Recettes des exercices antérieurs

Article 1 — Recettes de trafic	3.000.000
Article 2 — Recettes hors trafic	2.500.000
Total du chapitre 4	<u>5.500.000</u>

RÉCAPITULATION DU TITRE I

Chapitre 1 — Recettes de trafic (transports commerce)	275.100.000
2 — Recettes de trafic (transp. administrat.)	17.500.000
3 — Recettes hors trafic	30.300.000
4 — Recettes des exercices antérieurs	5.500.000
Total du titre premier	<u>328.400.000</u>

TITRE II

WHARF ET PHARE

Chapitre 5

Transports du commerce

Article 1 — Voyageurs, marchandises à l'importation et à l'exportation, location outillage (Recettes en H.S.), droits de phare	153.468.000
Total du chapitre 5	<u>153.468.000</u>

Chapitre 6

Transports administratifs

Article 1 — Voyageurs et bagages, marchandises à l'importation et à l'exportation	850.000
Total du chapitre 6	<u>850.000</u>

Chapitre 7

Recettes hors trafic

Article 1 — Recettes diverses et éventuelles y compris redevance courrier postal, taxes de magasinage, recettes provenant de cessions	4.170.000
Total du chapitre 7	<u>4.170.000</u>

Chapitre 8

Recettes des exercices antérieurs

Article 1 — Recettes d'exploitation	100.000
Total du chapitre 8	<u>100.000</u>

RÉCAPITULATION DU TITRE II

Chapitre 5 — Transports du commerce	153.468.000
6 — Transports administratifs	850.000
7 — Recettes hors trafic	4.170.000
8 — Recettes des exercices antérieurs	100.000
Total du titre II	<u>158.588.000</u>

TITRE III

SUBVENTION DU BUDGET GÉNÉRAL

Chapitre unique — Subvention du budget général	19.868.000
--	------------

TITRE IV

RECETTE D'ORDRE

Chapitre unique — Recettes d'ordre	p.m.
--	------

TITRE V

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Chapitre unique — Prélèvement sur le fonds de renouvellement	2.000.000
--	-----------

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET ANNEXE

Titre I — Réseau ferré	328.400.000
Titre II — Wharf et phare	158.588.000
Titre III — Subvention du budget général	19.868.000
Titre IV — Recettes d'ordre	p.m.
Titre V — Recettes extraordinaires	2.000.000
Total général des recettes	<u>508.856.000</u>

ETAT D

Budget annexe des chemins de fer et du wharf

DEPENSES

TITRE I

RESEAU FERRE

Chapitre I

Personnel réseau ferré

ARTICLE PREMIER — Services généraux	28.538.000
---	------------

Art. 2 — Service de l'exploitation	64.900.000
--	------------

Art. 3 — Service voie et bâtiments	95.799.000
--	------------

Art. 4 — Service matériel et traction	80.750.000
---	------------

Art. 5 — Dépenses des exercices clos	2.000.000
--	-----------

Total du chapitre I	<u>271.987.000</u>
-------------------------------	--------------------

Chapitre 2

Matériel réseau ferré

ARTICLE PREMIER — Services généraux	2.600.000
---	-----------

Art. 2 — Service de l'exploitation	3.850.000
--	-----------

Art. 3 — Service voie et bâtiments	6.500.000
--	-----------

Art. 4 — Service matériel et traction	43.880.000
---	------------

Art. 5 — Dépenses des exercices clos	300.000
--	---------

Total du chapitre 2	<u>57.130.000</u>
-------------------------------	-------------------

Chapitre 3

Travaux neufs et grosses réparations

ARTICLE PREMIER — Service voie et bâtiments	5.100.000
---	-----------

Art. 2 — Service matériel et traction	4.000.000
---	-----------

Total du chapitre 3	<u>9.100.000</u>
-------------------------------	------------------

Chapitre 4

Cessions et fabrications

ARTICLE PREMIER — Cessions	13.500.000
--------------------------------------	------------

Total du chapitre 4	<u>13.500.000</u>
-------------------------------	-------------------

Chapitre 5

Dépenses diverses et imprévues

Art. 1 — Dépenses diverses 35.600.000

Art. 2 — Dépenses imprévues 100.000

Art. 3 — Dépenses des exercices clos . . 50.000

Total du chapitre 5 35.750.000

RÉCAPITULATION DÉPENSES RÉSEAU FERRE

Chapitre I — Personnel réseau ferré 271.987.000

» 2 — Matériel réseau ferré 57.130.000

» 3 — Travaux neufs et grosses réparations 9.100.000

» 4 — Dépenses de cessions et fabrications 13.500.000

» 5 — Dépenses diverses et imprévues 35.750.000

Total titre I 387.467.000

TITRE II

WHARF ET PHARE

Chapitre 6

Personnel

Art. 1 — Personnel 87.469.000

Art. 2 — Dépenses d'exercices clos . . 200.000

Total du chapitre 6 87.669.000

Chapitre 7

Matériel

Art. 1 — Matériel 10.120.000

Art. 2 — Dépenses d'exercices clos . . 200.000

Total du chapitre 7 10.320.000

Chapitre 8

Grosses réparations et renouvellement

ARTICLE PREMIER — Grosses réparations

d'une grue de 10 tonnes 800.000

Art. 2 — Grosses réparations de deux boats de 20 tonnes 600.000

Art. 3 — Grosses réparations d'un remorqueur diesel 500.000

Art. 4 — Renouvellement filets bagages 1.200.000

Art. 5 — Réparation du phare 350.000

Art. 6 — Renouvellement des bâches des magasins et entretien du wharf 1.550.000

Total du chapitre 8 5.000.000

Chapitre 9

Dépenses diverses et imprévues

Art. 1 — Dépenses diverses 15.400.000

Art. 2 — Dépenses imprévues 1.000.000

Total du chapitre 9 16.400.000

RÉCAPITULATION DÉPENSES WHARF ET PHARE

Chapitre 6 — Personnel 87.669.000

» 7 — Matériel-wharf 10.320.000

» 8 — Grosses réparations et renouvellement 5.000.000

» 9 — Dépenses diverses et imprévues 16.400.000

Total du titre II 119.389.000

TITRE III

DÉPENSES D'ORDRE

Chapitre 10 — Dépenses d'ordre p.m.

Total du chapitre 10 p.m.

TITRE IV

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

Chapitre 11

Dépenses extraordinaires

ARTICLE PREMIER — Achat de pièces de rechange pour machines diesel électriques aux torails et locotracteurs . . 2.000.000

Total du chapitre 11 2.000.000

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET ANNEXE

Titre I — Réseau ferré 387.467.000

II — Wharf et phare 119.389.000

III — Dépenses d'ordre p.m.

IV — Dépenses extraordinaires 2.000.000

Total général des dépenses 508.856.000

ÉTAT E

*Ressources et plafonds de crédits des comptes d'affectation
spéciale pour l'année 1961*

DÉSIGNATION DES COMPTES	Ressources	Plafonds de crédits	Excédents des ressources
Caisse de réserve en numéraire	p. m.	p. m.	—
Amendes à répartir	4.000,000	4.000,000	—
Frais de poursuites	500.000	500.000	—
Soutien d'équipement de la production locale	5.468,827	5.468,827	—
Fonds de soutien de la production du café	40.200,655	40.200,655	—
Produits divers provenant de redevances	20.000,000	20.000,000	—
Fonds spécial de prévoyance	19.133	19.133	—
Fonds de soutien de la CCDPT.	56.152,355	56.152,355	—
Fonds routier	23.000,000	23.000,000	—
Services techniques : renouvellement	3.515,000	—	3.515,000
Fonds de renouvellement C.F.T.	11.010,321	2.000,000	9.010,321
Total	163.866,291	151.340,970	12.525,321

ÉTAT F

*Echéancier prévisionnel des paiements accordés au titre de la convention
de financement F. A. C. numéro 14-C-59-P en date du 25 Mars 1960*

DÉSIGNATION DES PROJETS	Autorisation d'engagement	CRÉDITS DE PAIEMENTS		
		1959	1960	1961
Projet n° 87-D-59-VI-P/1a.				
Etudes de base				
Prospections pédologiques.	2.700,000	1.100,000	400,000	1.200,000
Projet n° 88-D-59-VI-P/2.				
Développement agricole.				
Arachides, productions vivrières, encadrement	2.000,000	600,000	400,000	1.000,000
Palmier à huile	6.000,000	1.800,000	1.800,000	2.400,000
Coton et mise en valeur Est-Mono	5.000,000	1.500,000	—	3.500,000
Action rurale :				
a) — Personnel d'encadrement	20.000,000	5.900,000	10.000,000	4.100,000
b) — Interventions	30.000,000	8.800,000	18.550,000	2.650,000
Total du projet 2	63.000,000	18.600,000	30.750,000	13.650,000

DÉSIGNATION DES PROJETS	Autorisation d'engagement	CRÉDITS DE PAIEMENTS		
		1959	1960	1961
Projet n° 90-D-59-VI-P/4.				
Eaux et Forêts.				
Reboisement	13.000.000	4.329.000	6.580.000	2.091.000
Conservation des sols	7.500.000	2.498.000	3.971.000	1.031.000
Pisciculture	2.000.000	673.000	—	1.327.000
Total du projet 3	22.500.000	7.500.000	10.551.000	4.449.000
Projet n° 93-D-59-VI-P/21.				
Travaux d'Edilité et Adduction d'eau				
Interventions des brigades d'hydraulique :				
a) — Equipement	11.000.000	4.244.400		
b) — Encadrement	3.000.000	897.000	7.352.300	9.500.300
c) — Forage de puits	13.000.000	5.006.000		
Total du projet 4	27.000.000	10.147.400	7.352.300	9.500.300
Projet n° 94-D-59-VI-P/19.				
Equipement sanitaire.				
Construction d'un pavillon d'hospitalisation et de maternité à Pagouda	12.000.000	4.437.205	—	7.562.795
Construction d'une maternité à Bassari	5.800.000	2.152.210	604.125	3.043.665
Construction d'une maternité à Kandé	5.800.000	2.152.210	—	3.647.790
Lutte contre le pian	2.000.000	754.180	—	1.245.820
Total du projet 5	25.600.000	9.495.805	604.125	15.500.070
Projet n° 95-D-59-VI-P/20.				
Equipement scolaire.				
Enseignement primaire (Construction d'écoles)	10.000.000	4.117.650	3.882.350	2.000.000
Total de la Convention	150.800.000	50.960.855	53.539.775	46.299.370

ETAT G

Echéancier prévisionnel des paiements accordés au titre de la convention de financement F. A. C. numéro 11-C-60-P en date du 21 juillet 1960

DESIGNATION DES PROJETS	AUTORISATION D'ENGAGEMENT	CREDITS DE PAIEMENTS	
		1960	1961
Projet n° 60-D-60-VI-P/2.			
Développement de la production agricole.			
Acquisition de matériel lourd	10.000.000	17.500.000	7.500.000
Rémunération de certains personnels	3.000.000		
Travaux	12.000.000		
Total du projet 1	25.000.000	17.500.000	7.500.000
Projet n° 61/D-60-VI-P.			
Encadrement des mutuelles agricoles et développement de l'artisanat.			
Rémunération des animateurs de mutuelles	4.600.000	19.600.000	5.000.000
Développement du crédit à l'artisanat et à la petite industrie.	20.000.000		
Total du projet 2	24.600.000	19.600.000	5.000.000
Projet n° 62-D-60-VI-P/11.			
Programme d'Equipement routier.			
Relèvement travaux route Blitta-Sokodé	70.000.000	63.000.000	7.000.000
Total du projet 3	70.000.000	63.000.000	7.000.000
Projet n° 63-D-60-VI-P/16.			
Postes et Télécommunications.			
Bureau de Poste de Blitta	4.000.000	4.000.000	—
Bureau de poste d'Anécho	6.000.000	6.000.000	—
Bureau de poste de Niamtougou	4.000.000	—	4.000.000
Bureau de Poste de Kétau	2.500.000	—	2.500.000
Total du projet 4	16.500.000	10.000.000	6.500.000
Projet n° 64-D-60-VI-P/20.			
Programme d'Equipement scolaire.			
Extension du Cours Complémentaire de Vogan	10.000.000	7.500.000	2.500.000
Total du projet 5	10.000.000	7.500.000	2.500.000
Total de la Convention	146.100.000	117.600.000	28.500.000

ETAT H

Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement maxima ouverts aux ministres en 1961 au titre du programme FIDES 1953-57 prorogé

NUMÉROS	DÉSIGNATION DES CHAPITRES INTITULÉS	AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT.	CRÉDITS DE PAIEMENTS
1002	Production agricole	2.112.746	2.465.574
1004	Forêts et pisciculture	22.950	30.812
1005	Elevage	121.885	121.885
1010	Chemins de fer	10.781	328.095
1011	Routes et Ponts	471.071	3.258.530
1015	Aéronautique	9.271	9.271
1016	Transmissions	37	37
1019	Santé	282.960	473.785
1021	Urbanisme et Habitat	63.956	2.680.453
1022	Travaux urbains et ruraux	180.488	1.255.591
2001	Dépenses générales	9.923.876	10.418.551
2002	Production agricole	10.392.790	14.679.979
2004	Forêts et pisciculture	17.324	1.196.837
2005	Elevage	7.658	7.658
2010	Chemins de fer	1.454.396	2.071.807
2011	Routes et Ponts	10.104.165	17.068.724
2012	Ports Maritimes	22.736	22.736
2015	Aéronautique	18.277	18.277
2019	Santé	1.371.593	1.875.272
2020	Enseignement	216.920	848.415
2021	Urbanisme et Habitat	3.468.180	3.519.161
2022	Travaux urbains et ruraux	6.960.018	8.070.018
		47.234.078	70.421.468

ETAT I

Liste non limitative des documents périodiques à fournir à la Chambre des Députés par les différents Ministères et services et concernant le budget général (dépenses de fonctionnement) et le budget annexe du chemin de fer et du wharf.

TOUS MINISTÈRES ET SERVICES

- Rapport économique et social
- Rapport financier
 - à l'appui du projet de loi de finances de chaque année
- Situation des dépenses engagées à la clôture de l'exercice : communication à faire à la commission financière de la Chambre des Députés du Togo à la clôture de l'exercice
- Etat au 31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre et à la clôture de l'exercice des dépenses

ordonnancées ou mandatées sur les crédits budgétaires : communication à faire avant la fin du trimestre suivant, à la commission financière de la Chambre des Députés du Togo.

— Situation au 1^{er} janvier de l'année en cours de chaque compte hors budget et état détaillé des opérations effectuées au cours de l'année précédente : à l'appui de chaque projet de budget

Bilans, comptes de profits et pertes, rapport des conseils d'administration et des organismes de contrôle des sociétés et établissements publics, semi-publics ou privés soutenus financièrement par la République du Togo

Caisse de compensation des prestations familiales

Caisse locale de retraites

Caisse de stabilisation des prix des produits d'exportation

Crédit du Togo

Fédération des sociétés publiques d'action rurale

Chambre de commerce

: fascicule distribué à la Chambre des Députés du Togo lors de la deuxième session annuelle

— Inventaire du capital mobilier des Ministères et services de la République du Togo, limité aux véhicules automobiles, engins spéciaux de génie civil, valeurs mobilières : à l'appui de chaque projet de budget

— Budgets et comptes administratifs des circonscriptions et communes : à fournir à la commission financière de la Chambre des Députés, dès approbation par Autorités de tutelle.

1/11